

Les enjeux gaziers et la situation du Xinjiang

JEAN-FRANÇOIS DUFOUR | LE 23/05/14

L'attentat aveugle qui a frappé Urumqi le 22 mai confirme la radicalisation du mouvement indépendantiste au Xinjiang. En face, la détermination sera tout aussi inflexible. A la question de principe de la souveraineté nationale, s'ajoutent les enjeux liés à la position du Xinjiang comme zone de production, et plus encore de transit de flux gaziers essentiels dans les plans énergétiques de la Chine.

L'attentat perpétré sur un marché de la capitale de la Région autonome du Xinjiang confirme que Beijing se trouve face à des groupes inscrits dans une logique de confrontation totale. Avec des références historiques locales comme l'Emirat de Kashgarie, qui obtint une brève indépendance au milieu du XIX^e siècle, ou plus récentes et peu éloignées, comme l'Afghanistan vainqueur de sa lutte d'usure contre l'URSS, la frange extrémiste du mouvement ouïgour vise une indépendance qui passe par la guerre ouverte.

Le gaz du Xinjiang

Tout le danger de la situation du Xinjiang, est que la partie chinoise s'inscrive en face dans une logique comparable.

A la question de principe de l'intégrité du territoire national, et du bouclier géostratégique que constitue cette plus grande des régions de Chine (1,6 million de km²), s'ajoutent en effet les enjeux énergétiques qui lui sont associés depuis vingt ans, et le basculement de la Chine du statut d'exportateur à celui d'importateur d'hydrocarbures.

La première dimension de cet enjeu concerne l'extraction sur le sol du Xinjiang même. La région, objet d'importants efforts de prospection et exploitation de CNPC (China National Petroleum Corp.), fournit aujourd'hui près de 13% du pétrole et plus de 20% du gaz extraits sur le sol chinois ; et cette proportion devrait augmenter dans les années à venir, du fait de son relatif dynamisme face à l'épuisement des grands gisements de l'Est de la Chine.

Le gaz d'Asie Centrale

Mais plus encore, c'est la position du Xinjiang comme zone de transit d'importations massives d'hydrocarbures qui en fait une région essentielle

pour la Chine aujourd'hui. Cette réalité reste modérée pour le pétrole, dont le Kazakhstan fournit 4% des importations chinoises de brut. Mais elle est essentielle pour le gaz naturel, qui joue un rôle important dans les projets de diversification énergétique de la Chine.

Le Turkménistan fournit déjà plus de 20% des importations chinoises de cet hydrocarbure en plein développement en Chine (à titre d'exemple, la Municipalité autonome de Beijing a décidé une conversion totale de ses centrales du charbon au gaz pour réduire ses problèmes de pollution). Et les perspectives sont encore plus importantes : en 2013, les deux pays se sont mis d'accord sur un objectif à terme de livraisons annuelles de 65 milliards de mètres cubes – plus d'une fois et demi le niveau de l'énorme contrat gazier que la Chine vient de signer avec la Russie.

Le cœur d'un réseau géant de gazoducs

Or cet élément majeur des plans énergétiques de la Chine repose entièrement sur le Xinjiang. La région autonome est en effet à la jonction de deux énormes réseaux de gazoducs, qui courent sur près de 8.000 kilomètres, construits par CNPC depuis dix ans.

D'un côté, le réseau reliant le Xinjiang aux républiques d'Asie Centrale a vu l'achèvement en 2013 de sa troisième ligne, qui a porté sa capacité d'acheminement annuelle à 55 milliards de mètres cubes de gaz.

De l'autre côté, le réseau Ouest-Est chinois, qui repart du Xinjiang pour alimenter les zones consommatrices de la Chine côtière, doit lui aussi voir l'entrée en opération d'une troisième ligne en 2015. Sa capacité annuelle, qui sera ainsi portée à plus de 70 milliards de mètres cubes, est prévue pour acheminer les productions importées et celle du Xinjiang lui-même.

Sur la seule partie chinoise de ce réseau de gazoducs, la Chine a investi plus de 40 milliards de dollars depuis dix ans. Un investissement dont l'ampleur implique que la détermination chinoise sera à la hauteur de celle des mouvements indépendantistes.

Jean-François Dufour – directeur, DCA Chine Analyse